

LES DÉFIS DE LA DÉMOCRATIE AUX NIVEAUX NATIONAL, EUROPÉEN ET MONDIAL:  
EN AVANT À LA COSMOPOLITE?\*

FERENC MISZLIVETZ ET JODY JENSEN \*

*(Résumé)* En essayant d'identifier les racines profondes et l'interdépendance des différentes sortes de crise mondiale financière, économique et de la dette, la crise écologique, la crise de l'euro-zone et de l'UE, et plus récemment la crise de la démocratie et de légitimité, les relations entre la mondialisation et la démocratie ont besoin d'une analyse plus minutieuse. Piégé dans la logique du paradigme État-nation, de l'imagination et de l'analyse politique restent largement limités. Même s'il est capable de reconnaître les problèmes, sans cadres cognitifs adéquats, la capacité à fournir des solutions ou des solutions de remplacement est perdue. L'identification des racines profondes et l'interdépendance des différentes sortes de crises (crise mondiale, financière, économique et de la dette, crise écologique, la crise de l'UE et la zone euro, et la crise de la démocratie et la légitimité) combinée avec la baisse de la confiance du public soulève les possibilités nouvelles des perspectives mondiales et régionales, et de sortir de la cage de fer de l'État-nation. La crise et la transformation peuvent ouvrir la voie à cosmopolitisme de facto, mais le chemin sera fortement marqué des conflits.

*Mots-clés:* symptômes État-nation, la gouvernance, la crise, la démocratie, la société civile, le cosmopolitisme, la mondialisation

*GRANDES LIGNES DE L'ARTICLE*

Symptômes de la Crise et le New Age émergents des incertitudes  
Crise économique et financière mondiale et ses conséquences pour la démocratie  
L'idée de la démocratie et la pratique de la démocratie  
Le processus infini de Démocratiser la démocratie  
Le paradoxe européen  
La Politique de l'impossible peut devenir la politique du possible?

---

\* Ferenc Miszlivetz est professeur Jean Monnet, sociologue et politologue et un médecin de la HAS. Ses intérêts de recherche portent sur la démocratie en théorie et en pratique, la société civile, nationalité, études régionales et européennes, la mondialisation et le développement durable. Il est le directeur académique de l'Institut d'études internationales et de l'intégration européenne à l'Université Corvinus et conseiller scientifique à l'Institut de sciences politiques de l'Académie hongroise. Il a aussi un professeur de recherche à l'Université catholique Péter Pázmány.

Prof. Miszlivetz a enseigné, donné des conférences et fait des recherches dans de nombreuses universités en Europe et aux États-Unis, y compris l'Université de Berkeley, Harvard, EUI Firenze, et WZB, Berlin. Il est professeur permanent à l'Université de Bologne. En 2012, il a été professeur invité de Deak à l'Université Columbia à New York.

Il est également le fondateur et directeur du conseil d'administration de l'Institut d'études sociales et européennes (ISES), un Centre Jean Monnet européen d'excellence et une Chaire UNESCO en patrimoine culturel et le développement durable dans Kőszeg. Since 2012, il sert en tant que président de l'unité des sciences sociales de l'UNESCO Comité hongrois.

Jody Jensen est chargée de recherche principale à l'Institut de Sciences Politiques à l'Académie hongroise des sciences. Elle est la directrice des relations internationales à l'Institut d'études sociales et européennes qu'elle a contribué à fonder. Elle a également été nommée professeur assistant en économie internationale à l'Université Corvinus de Budapest. Depuis de nombreuses années, elle était le réalisateur hongrois et régional de l'ONG internationale Ashoka pour le public qui soutient l'entrepreneuriat social dans le monde. Elle enseigne régulièrement à l'étranger et travaille également pour la Commission européenne à Bruxelles pour le Programme Jean Monnet et le programme Erasmus Mundus. Ses principaux domaines de recherche et de publication comprennent la mondialisation, la gouvernance mondiale, la transformation de l'État-nation, qui régissent les marchés mondiaux et de la société civile mondiale.

\*

*[Il y a eu un changement] dans le caractère et les objectifs de la société internationale: loin des objectifs minimalistes de la co-existence à la création de règles et d'institutions qui incarnent la notion de partage des responsabilités, qui influent fortement sur l'organisation interne des Etats, qui investissent individus et les groupes au sein des Etats ayant des droits et des devoirs, et qui cherchent à incarner une certaine notion de la bonne planétaire. (Hurrell 1995, 139)*

### *Symptômes de la Crise et le New Age émergents des incertitudes*

Les sciences sociales recevaient des critiques pour avoir omis de prévoir des bouleversements sociaux, politiques et économiques fondamentaux dans le passé dans le cas de l'année 1989/91, et le déclenchement de la crise financière et économique mondiale en 2007/2008, et plus récemment dans le cas du printemps arabe et les mouvements Occuper!. Piégé dans la logique du paradigme Etat-nation, de l'imagination et de l'analyse politique restent largement limités. Même s'il est capable de reconnaître les problèmes, sans cadres cognitifs adéquats, la capacité à fournir des solutions ou des solutions de remplacement est perdue. Dans ce contexte, les solutions possibles, les thérapies ou les aspirations sont considérées comme utopique ou idéaliste et actions politiques organisées autour d'eux sont largement considérées comme la «politique d'impossibilité» (Falk 2012).

Dans les temps turbulents les clichés répétés souvent et sagesse conventionnelles deviennent rapidement obsolètes et sont oubliés. Par exemple, nous savons très bien aujourd'hui que contrairement à la prédiction de Fukuyama ni l'histoire ni la politique est terminée. Si quelque chose est sûr, ou au moins sérieusement discrédité, c'est le credo néo-libéral avec l'ensemble de ses différentes implications sociales, économiques, politiques et culturels. Comme Joseph Stiglitz (2010:ix) souligne: «La crise a révélé des failles profondes dans les notions de fondamentalisme du marché, la théorie selon laquelle marchés sans entraves aboutiraient à des résultats efficaces et stables. Il en va de l'idée que les marchés pourraient s'autoréguler s'est révélée être l'oxymore qu'il était.» La crise mondiale actuelle n'est pas seulement le résultat des défaillances dans le système, mais le système lui-même, son organisation et ses principes, y compris son mécanismes institutionnels imparfait.

Le dogme tout-puissant de l'intégrisme du marché soutenue par les magnats des médias et de leurs empires mondiaux est de plus en plus rejeté par les deux mouvements populistes (souvent radicale et extrémiste) d'une part, et un mouvement de la société civile mondiale émergente avec ses réseaux semi-latentes et souvent moins transparent ONG-monde, de l'autre. Mais l'effondrement soudain des croyances fermes et l'érosion des idéologies puissantes ne sont qu'un sous-produit d'une crise mondiale qui s'aggrave de plus en plus (Kaldor, Held, Quah 2010). Comme Immanuel Wallerstein a soutenu de façon convaincante, il fait partie d'une transformation fondamentale et irréversible du système-monde capitaliste moderne dont l'issue est inconnue (Miszlivetz 2010). Le chemin de cette période indéterminé de transformation mérite une plus grande attention, d'enquête et surtout un nouveau cadre d'interprétation. Il faut changer la façon dont nous regardons le monde en d'autres termes un «changement de paradigme», comme beaucoup le suggèrent. En essayant d'identifier les racines profondes et l'interdépendance des différentes sortes de crise mondiale financière, économique et de la dette, la crise écologique, la crise de l'euro-zone et de l'UE et, plus récemment et violemment à la crise de la démocratie et de légitimité, nous devons de trouver une nouvelle perspective mondiale pour remplacer celle de l'Etat-nation territorialement limité.

Ni comprendre les racines et les interdépendances de la complexité croissante, ni de trouver des solutions ou des alternatives est possible du point de vue de la souveraineté nationale étroite et particulariste. Lorsque nous cherchons des alternatives que nous devons aussi identifier de nouveaux joueurs. Nouveaux cadres assument de nouveaux acteurs, en d'autres termes, de nouvelles structures ont besoin de nouvelle agence. La crise mondiale têtue et à tête d'hydre, et l'explosion inattendue des dictatures du Moyen-Orient ont abouti dans les révolutions arabes, ont provoqué un nouveau genre de transnational - à la fois régionale et mondiale - discours et la conscience qui pourrait renforcer le stakeholdership cosmopolite et l'opinion publique, peut-être même un nouvelle identification, nous pouvons prudemment appeler la citoyenneté cosmopolite.

La crise de la démocratie comme un ensemble de règles juridiques, les procédures et les institutions est un des symptômes principaux et les plus remarquables et surprenantes de la transformation actuelle. L'ensemble des structures institutionnelles pourrait disparaître ou se perdre dans les labyrinthes de la transformation globale, tandis que de nouvelles formes, les structures, les procédures, les acteurs et les institutions pourraient émerger. De l'Espagne et le Portugal via la Grèce à la Turquie, à partir des nouvelles états membres de l'Europe Centrale et orientale de l'UE vers la Russie, de la Scandinavie via l'Irlande et la

Grande-Bretagne aux États-Unis, nous constatons une détérioration des conditions de vie. Ceux-ci comprennent l'augmentation des incertitudes et le pessimisme quant à l'avenir et baisse de la confiance dans les partis politiques et les institutions publiques. Il ya une prise de conscience croissante de la crise de la démocratie en général, ou sur «la crise de la démocratie capitaliste» (Posner 2010), ou de «crise de la démocratie parlementaire» (Gilbert 2009). Acteurs du marché, même mondiaux et les institutions gardiennes internationales telles que le FMI ont commencé à s'inquiéter de la vulnérabilité de la démocratie définie, limitée et affiché par la politique nationale. Cependant, la plupart des signes avant-coureurs sont décrits en termes de symptômes et ne fournissent pas des diagnostics appropriés et, par conséquent, suggéré «thérapies» demeurent superficiels, à court terme et axée inefficace. Ils n'arrivent pas clairement à satisfaire un public de plus en plus concerné car ils sont incapables de fournir ni crédible ni acceptable financière / économique ou institutionnel / action de procédure au-delà des frontières et de la perspective politique de l'Etat-nation souverain.

Une des racines de la crise actuelle de la démocratie, nous croyons, peut être trouvé dans la relation de plus en plus inégale et déséquilibrée entre les représentants des marchés, les gouvernements et les sociétés - dans les mots de Marc Nerfin entre le commerçant, le prince et du Citoyen. (Nerfin 1987)<sup>1</sup> Comme Robert Reich observe aujourd'hui 'supercapitalisme' a « envahi la démocratie: le capitalisme est devenu plus sensible à ce que nous voulons que les acheteurs des biens, mais la démocratie est devenue moins sensible à ce que nous voulons en tant que citoyens ». (Reich 2008: 42) Derrière les symptômes actuels se trouvent des diverses contradictions et les ambiguïtés telles que la tension entre le global et le local, entre non-territorialité et de la territorialité, l'exclusion moins évidentes, mais profonde et l'inclusion, la responsabilisation au niveau local contre l'irresponsabilité au niveau supranational, la démocratie comme une idée par rapport à la démocratie comme un ensemble de procédures juridiques et les institutions officielles.

Peut-être le plus important, c'est la tension entre les États souverains territorialement limitée, contraintes par la hiérarchie de facto de la géopolitique des États dominants, d'une part, et l'irresponsabilité et le manque de transparence des acteurs mondiaux du marché de monopole, de l'autre. Cette contradiction existant depuis longtemps a produit de nouvelles tensions ainsi que de nouvelles réponses politiques et sociales au cours des dernières demi décennies. Ces nouveaux développements ont jeté la lumière sur la non-viabilité et le caractère profondément antidémocratique de nos jours, dans notre interprétation, le système néolibéral global économique, financier et institutionnel et, à l'encontre des promesses et des attentes, ont clairement mis en évidence l'insuffisance et les faiblesses des deux mondial et de l'UE gouvernance.

#### *Crise économique et financière mondiale et ses conséquences pour la démocratie*

Beaucoup de critiques de la mondialisation économique prétendent les processus d'échanges et les investissements transfrontaliers avec les marchés de capitaux transfrontaliers opérant dans les marchés déréglementés compromettre à la fois la souveraineté nationale et la démocratie politique. (Holton 2010)

Jusqu'à très récemment, la théorie des sciences sociales avait peu d'attention à la relation entre la mondialisation et la démocratie. Transnationaux, les connexions transfrontalières et les interdépendances peuvent avancer automatiquement la mondialisation loin dans certains aspects (économique et technologique), tandis que pas autant que dans d'autres (la politique et la réglementation, la gouvernance en général, la citoyenneté et la protection sociale). Dans le cas de l'Union européenne, l'intégration politique est en retard sur l'intégration économique et du marché. Pour les citoyens au niveau national il n'y a pas de politique immédiat réparation pour les défaillances du marché et réglementaire grâce à un système d'institutions politiques au niveau européen. L'activité reste organisée et réglementée dans un complexe, opaque confusion des régimes nationaux, régionaux et mondiaux qui échappent ou entravent la responsabilité démocratique. En outre, les marchés financiers fonctionnent en nanosecondes 24/7, facilitées par la technologie de l'information. La démocratie, même juste au niveau national (et a fortiori au niveau de l'UE), fonctionne au fil des jours, des mois et des années. Cette mismatch des portées et des vitesses crée d'énormes tensions, d'impuissance et de l'incertitude sur tous les niveaux de l'existence. (Holton 2010 Miszlivetz 2012) La résolution de cette dissonance cognitive exige à la fois une plus grande transparence de la finance mondiale et de ses mécanismes et un plus grand engagement des acteurs financiers pour devenir plus sensible aux revendications de la société civile et de ses aspirations et les exigences de la dignité démocratiques. Les marchés et les États ont largement échoué à effectuer en fonction de ces attentes. Si la situation n'est pas résolue, il continuera à produire des conséquences disfonctionnelles, y compris l'augmentation des troubles sociaux et « C'est seulement grâce à robuste débat entre ceux qui voient le

<sup>1</sup> Un quatrième joueur puissant, des médias, devrait être ajouté à la liste comme le «magicien».

monde à travers différentes lentilles que la validité des différents points de vue peut être évaluée ». (Stiglitz 2010: xxi)

*L'idée de la démocratie et la pratique de la démocratie*

La démocratie est le lent, pénible effort pour redresser les erreurs que nous avons intégrées dans notre condition de vie. (Konrad 1984:193)

L'idée de la démocratie a saisi l'imagination d'une écrasante majorité des gouvernements et des sociétés tout au long du siècle dernier. Ce processus s'est considérablement accéléré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et plus particulièrement depuis le milieu des années 1960. Comme Alain Touraine a noté, la plupart des pays ont adopté la démocratie comme un bien commun, ce qui a de graves conséquences tant pour la crise actuelle et l'avenir des démocraties dans le monde entier (Touraine 2010). Attentes et, par conséquent déceptions, sur les performances démocratique des partis politiques, les gouvernements et les institutions nationales se répand et croissante depuis la soi-disant «troisième vague» de démocratisation pris de l'ampleur dans les années 1970 et a culminé en 1989.

Grâce à de nombreux facteurs, comme la mondialisation des droits de l'homme, l'évolution de la constellation géopolitique par l'effondrement de l'Union soviétique et l'affaiblissement conséquent des États-Unis en même temps que l'émergence transfrontalière des mouvements de la société civile et des réseaux, de la performance démocratique se mesure maintenant en comparaison à ses propres normes plutôt que contrairement aux systèmes non démocratiques. La disparition de la logique bipolaire, l'effondrement de l'idéologique, politique et militaire de la «menace communiste» en Europe a laissé les démocraties seul avec des problèmes internes de légitimité et d'attentes croissantes du public. Derrière des attentes croissantes, les deux principales forces motrices peuvent être identifiées: 1) l'augmentation de la liberté et des aspirations de choix et 2) les aspirations pour l'amélioration des chances de vie ou tout simplement de la dignité humaine et de «vie bonne» façon durable. Ces aspirations sont étroitement liés, même s'ils étaient séparés depuis longtemps par la théorie de la science économique et politique général ainsi que dans les institutions démocratiques de fonctionnement.

Il y avait et encore des intérêts économiques et politiques puissants évident dans la pratique quotidienne de la démocratie libérale, le consumérisme occidental et systèmes de sécurité qui empêchent cette séparation intact et vivant. L'ensemble du système-monde capitaliste moderne a été construit sur cette séparation et a fonctionné et «en développement» en conséquence. La tension qui découle de cette division a produit la dynamique et l'énergie de ce que nous appelons le développement technique et économique et de l'innovation, ce qui a des conséquences positives et négatives. Cette dynamiques'est épuisé lorsque le système capitaliste mondial a atteint sa phase actuelle de déséquilibre irréversible, l'incertitude, l'imprévisibilité et la perte de maîtrise. Bien que la théorie de la science économique et sociale conventionnelle (encore considéré par beaucoup comme "mainstream") suggère que ce n'est que l'une des crises peut-être plus graves et destructeurs à suivre par les «business as usual», il ya de bonnes raisons de croire que les perspectives et les résultats possibles seront plus graves dans le moyen et long terme. La transformation a déjà commencé il y a des décennies. L'éruption récente et les manifestations mondiales de multiples tensions sociales et politiques sans précédent peut également être décrit comme un résultat de cette séparation maintenue artificiellement. Plus important encore, ils sont aussi des manifestations de la transformation globale accélérée et irréversible.

Les spécialistes de la théorie des systèmes du monde et les études de développement comme Immanuel Wallerstein, André Gunder Frank (1980), ou Tamás Szentes (2009) ont convainquamment remarqué que le système-monde moderne et l'économie mondiale d'aujourd'hui sont dans une crise structurelle approfondissement et sont entrés dans une chaotique période de transition qui va provoquer une bifurcation systémique et sa transformation en une nouvelle structure, puisque le système a perdu sa capacité à se rééquilibrer. Dans le même temps, la nature de la nouvelle structure n'a pas encore été déterminé et, en outre, ne peut être prédéterminée (Wallerstein 2000).

Le déclenchement de la turbulence financière et économique mondiale 2007-2008 a fait cette limpide. De nombreuses dimensions sociales et politiques interdépendantes, les attentes et les demandes ont été révélés dans les révolutions arabes et le mouvements Occuper!de protestation aux États-Unis et plus tard en Europe. (Janet Byrne 2012) La perte de légitimité et d'accroître la déception des électeurs dans «archéo», les démocraties (Schmitter 2011), démontre que le système actuel de règlement politique et institutionnel, dominé par les vieux de plusieurs siècles visions de succès des États-nations d'Europe occidentale, et leur système Westphalienne des alliances, est pas maintenable et a commencé à s'éroder. L'époque de l'eurocentrisme est terminée.

Au lieu de conduire le 21<sup>ème</sup> siècle, à la fois l'UE et les États-Unis sont en plein désarroi face au changement social, économique et politique de plus en plus ingérable. Beaucoup, souvent des causes contradictoires ont été mis en avant pour les événements récents dans la périphérie de l'Europe du Sud et de l'Est: économiques (chômage et les mesures d'austérité), (politique (corruption institutionnalisée et l'échec de l'éducation), culturel (discrimination religieuse et ethnique) ou idéologique retour du nationalisme). Mais la réaction la plus importante des commentateurs a été l'incompréhension. Cela a été et est une des principales critiques des mouvements Occupy! Il n'y a pas une organisation politique à diriger ces insurrections, aucune idéologie unique de les motiver, pas de demande écrasante mis en avant. La question persistante: «Que veulent-ils? conduit souvent à la conclusion que les événements ne sont pas politiques, car ils ne peuvent pas être intégrés dans les cadres d'analyse existants. Ce qui semble unir les manifestants est simplement refus: «Non plus! Assez, c'est assez ». Une négation obstinée du système existant caractérise les manifestations et insurrections. Est-ce un nouveau type de politique après la désintégration de la démocratie? - Insurrection et justes "indignation" (Jensen 2006) comme une réponse du système immunitaire humain à la réalité d'un système mondial disfonctionnel et déséquilibrée qui reproduit la hiérarchie, l'inégalité et la polarisation? En biologie quand un système de bio est compromis, le système commence à relier plus de lui-même à lui-même. Cela pourrait être ce que nous voyons dans les pays émergents et l'expansion des réseaux de protestation, certainement Occupy! et, les mouvements globaux de protestation transnationales anonymes et autres. Il est clair que la réponse n'est plus organisé uniquement au niveau national, mais de plus en plus au niveau mondial facilité par la technologie.

En plus de l'indignation et de l'insurrection qui résulte de l'invisibilité politique au niveau national, le capitalisme mondial non réglementé peut être accusé de créer de la richesse, mais pas efficacement distribuer. Ce fait est reconnu comme l'un des éléments les plus déstabilisants de la crise mondiale (World Economic Forum 2013). En plus, le système actuel du capitalisme mondial ne tient pas compte de ce qu'il ne peut pas marchandiser, ni les relations sociales de la famille et de la collectivité ni l'environnement, qui sont essentiels au bien-être humain et de survie, et en effet le fonctionnement du marché lui-même. En fin de compte, le système de plus en plus global et interdépendant s'avère progressant vers l'auto-destructrice. Cette circonstance peut provoquer la critique du discours utopique qui avait ses origines dans la théorie marxiste formulée il ya environ 150 ans, mais le système a en fait révélé ses caractéristiques auto-destructrices de nombreuses fois pendant le long du 20<sup>e</sup> siècle. Il a connu plusieurs crises graves, mais a réussi à récupérer en trouvant les moyens de rééquilibrer lui-même. Il ya beaucoup de signes et de bonnes raisons de croire que ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Les insurrections peuvent être reconnus comme des événements de changement radical qu'a posteriori, si les règles de la politique de changement. Cela dépend de qui va maintenir la possibilité de changer les règles de ce qui est considéré comme politique. Il ya certains moments dans l'histoire où le changement important est possible, mais en changeant le système selon «l'horizon du désir ou horizon de nécessité» (Falk 2012) n'est pas une certitude, seulement une possibilité. En termes de Wallerstein c'est seulement dans les moments de déséquilibre systémique au cours de la transformation structurelle que les acteurs ont le plus de liberté d'action, parce que quand un système est bien équilibré et fonctionne en douceur, le comportement politique est déterminée par la nature de la structure. Dans les moments de transition, l'action individuelle et collective devient plus significative et la période de transition vers une nouvelle structure est plus «ouverte à l'intervention humaine et la créativité». Ce sont les moments de «libre arbitre relatif» (Wallerstein 2000, 251-252). Il est très difficile pour un seul acte ou de la réponse nationale à mettre réellement le «momentum» pour le changement en mouvement. Mais quand cette vague historique arrive, il peut être guidé. Nous sommes dans un de ces moments maintenant.

En d'autres termes, la démocratie comme nous le savons, il doit être réinventé. La démocratie comme praxis, comme un ensemble d'institutions, de règlements et de garanties juridiques définies et limitées par l'Etat-nation souverain face à des défis fondamentaux et est déjà sur le chemin de profonde transformation. Dans le même temps, la démocratie comme une idée a un appel plus profond que le système économique mondial avec ses unités politiques fragmentées appelés «démocraties»: elle implique la volonté éternelle de l'individu et des groupes d'individus pour la liberté et la dignité et une plus grande reconnaissance de la nécessité de la coopération humaine et le soutien mutuel et l'interdépendance à l'échelle mondiale. Saskia Sassen (2006) a formulé une pensée similaire d'une manière légèrement différente:

Nous sommes entrés dans une nouvelle phase, mais nous sommes à ses débuts. Nous ne savons pas ce qui va arriver. Mais je ne pense pas que ce sera sur la nationale contre le global. Je vois plutôt une multiplication de ce que l'on commence à se produire aujourd'hui: la formation des partielles, souvent très spécialisés, des assemblages de morceaux de territoire, de pouvoirs, de droits, qui servent à se loger dans des Etats nationaux. Certains de ces assemblages seront privés, certains publics, certains continueront à habiter les espaces nationaux, mais être réellement dénationaliser, d'autres seront mondial. L'avenir nous entrons peut

s'avérer très, très mauvais, ou il peut s'avérer raisonnable. Nous ne savons pas, en partie parce qu'il sera façonné non seulement par la technologie et le pouvoir, mais aussi par les dépossédés. Le passé nous montre que l'histoire a également été faite par les exclus. Nous pouvons faire de la politique, même si nous manquons de puissance.

*Le processus infini de Démocratiser la démocratie*

Philippe Schmitter (2011) a soulevé un certain nombre de questions très pertinentes quant à l'avenir de ce qu'il appelle les «rouges», qui est, dans la «réalité démocraties existantes». Une de ses premières préoccupations est qu'il ya peu ou pas de consensus parmi les scientifiques politiques, des experts et des praticiens au sujet de la définition de la démocratie. Comme Larry Diamond formulée: «définir la démocratie est un peu comme l'interprétation Talmud (ou tout autre texte religieux): poser une pièce de dix rabbins (ou politologues) pour le sens, et vous êtes susceptible d'obtenir onze réponses différentes" (Diamond 2008 : 21). Éviter les obstacles académiques désespérés de définition, Schmitter pourparlers directement sur la réalité, c'est à peu près «démocraties» reconnus comme tels par eux-mêmes et par d'autres (surtout par les politiciens, politologues et experts politiques). Le nombre de ces entités a augmenté considérablement au cours du dernier demi-siècle, ce qui peut être considéré comme un résultat à la fois de l'évolution des valeurs et de plus en plus de liberté et de choix aspirations au niveau mondial, ainsi que la conséquence de règles floues et des critères vagues et abstraites. Sauf pour la Chine, la Corée du Nord et peut-être Cuba, très peu de pays restent qui sont sans aspirations à être appelé démocraties. Même au sein des systèmes explicitement non-démocratiques, un parti a la peur croissante au sujet de la diffusion de l'esprit de la démocratie et les aspirations pour la liberté de la tyrannie. En Corée du Nord, par exemple, le gouvernement a suspendu l'enseignement universitaire pour une année scolaire entière et a envoyé des étudiants à la campagne pour faire le travail agricole. En Chine, le Parti communiste chinois tente de contrôler l'utilisation d'Internet et interdit certains mots tels que «l'Égypte» des moteurs de recherche.

Cela ouvre la voie à la fois le cynisme gouvernemental quasi illimitée et l'arbitraire de l'auto-interprétation et à la culture populaire, l'auto-organisation bottom-up et la mobilisation des sociétés civiles et des réseaux politiques et sociaux souterraines à travers le monde. L'écart croissant entre les aspirations et les réalités peut être interprété comme une «crise de la démocratie». Cela nous amène à ce que Schmitter appelle le «grand paradoxe politique de notre temps»: en ce moment historique exacte de l'éclosion inattendue de nouvelles aspirations démocratiques dans certaines parties du monde considérées comme sans espoir de démocratisation, de vieilles démocraties établies sont confrontés à des crises d'approfondissement et de devenir perdu dans la tourmente des transformations mondiales et nationales qui ne peuvent évidemment pas prédire, d'interpréter, de gérer ou de contrôler efficacement en harmonie les uns avec les autres.

Après le chemin de Robert Dahl, Schmitter souligne à juste titre l'évolution constante des formes et le contenu des démocraties en termes de taille, l'échelle et la portée. Certains de ces changements «révolutionnaires» - comme la professionnalisation de la politique ou de la «révolution associative» - sont reconnus et les caractéristiques des régimes démocratiques acceptées, alors que d'autres changements ne sont pas encore complètement compris ou reconnus. Un des grands défis est le rôle croissant, par exemple, des «institutions Guardian internationales telles que la Banque mondiale, le FMI, l'Union européenne ou de la Banque centrale européenne. En particulier les nouvelles démocraties, souvent avec des économies faibles et exposés comme les pays post-soviétiques, post-communistes, peuvent en partie être décrits comme «pas démocraties de choix» par leurs circonscriptions respectés. Les politiciens locaux et nationaux, les seuls qui peuvent être tenus pour responsables de leurs décisions, se réfèrent aux institutions gardiennes lointaines et irresponsables comme les laissant aucun choix dans la prise de décision fondamentale. Cette tendance a des conséquences graves et profondes: tout d'abord, il se jette sur la souveraineté nationale et délégitime démocraties à l'échelle nationale, il supporte le sentiment général selon lequel «nul ne peut être tenu responsable», et par conséquent, renforce la tendance de méfiance croissante des institutions démocratiques, les partis politiques et les politiciens.

La confiance du public décroissante dans la politique et les institutions démocratiques est un phénomène mondial. Bien que le processus transfrontalier / démocratisation régionale / transnationale, ainsi que la mise en place d'une gouvernance multi-niveaux efficace et démocratique, ont été freinés, la démocratisation de la démocratie pourrait gagner un nouvel élan avec l'éveil dans les pays MENA et dans le monde entier propagation de l'esprit et la pratique des mouvements Occuper ! suivis par les anti-austérité et anti-FMI manifestations tout au long des périphéries européennes.

Le printemps arabe irrépressible a eu un effet domino dans tout le Moyen-Orient. La liberté inattendue et les aspirations de choix apparus l'un après l'autre à partir de la Tunisie à travers l'Égypte, le Maroc, le Bahreïn, le Yémen, la Jordanie, la Syrie et la Libye. La grande transformation du monde arabe est loin d'être

terminée et nous sommes certains de faire face contrecoup et transformations longues et douloureuses paradoxales dans la nature. Le changement politique n'a pas encore cristallisé et la violence ne pouvait pas être évitée. Il est évidemment trop tôt pour prédire l'issue de l'éruption du désir de liberté, mais il a été clairement démontré que l'idée de la démocratie a un attrait mondial indéniable et croissant et que la démocratisation de la démocratie, ou plutôt la réinvention de la démocratie est inévitable.

### *Le paradoxe européen*

En étroite relation avec le vider des démocraties et de l'affaiblissement de l'État-nation, un autre important changement «révolutionnaire» dans le cadre des démocraties est la gouvernance à multiveaux. Échecs évidents de l'État-nation pour faire face aux défis mondiaux tels que le terrorisme, la criminalité internationale organisée, l'escalade de la violence, le trafic humain, le réchauffement climatique, la migration légale et illégale, le vieillissement et la surpopulation, la pauvreté croissante et de la polarisation, pourrait être largement compensé par l'introduction de nouveaux niveaux de prise de décision globale. Ce fut le cas, tout d'abord, dans l'après-guerre en Europe où le processus d'intégration conceptions et des politiques produites que délégué des responsabilités politiques et décisionnelles sur interconnecté, mais les niveaux infra-national, national et transnational distinctes.

Dans l'euphorie post-1989, les attentes étaient élevées sur l'introduction et l'autonomisation des nouveaux acteurs sur le mezzo niveau. La prise de décision régionale, cependant, a été retiré de l'ordre du jour par les États-Membres de l'UE poursuivent des intérêts nationaux majoritairement centralisés. La réussite des efforts d'intergovernmentalism se sont pas matérialisées et les États-nations comme États-membres l'UE ne pouvaient pas «livrer» les biens publics attendus. Cela a créé un second paradoxe européen. Dans le cas de l'Union européenne, les États-nations sont devenues les nouveaux États membres d'une entité supranationale plus, en déléguant librement prise de décision et, en conséquence, une partie de leur souveraineté au niveau supranational. Dans le même temps, leur propre légitimité démocratique a été vidée à la maison tandis que la nouvelle entité supranationale est incapable d'atteindre la pleine légitimité démocratique.

Les électeurs ne peuvent tenir leurs élus responsables au niveau national pour les décisions étant apportées par la nouvelle semi-souverain (UE) sur le plan collectif, supranational. Cet écart dans le processus de la construction européenne de la gouvernance à multiveaux offre la possibilité aux responsables politiques nationaux à blâmer l'UE de prendre des décisions impopulaires qui à son tour aliène davantage les citoyens des institutions européennes et sape la confiance du public dans les institutions gardiennes supranationales. Lorsque les dirigeants européens essayer de supprimer l'intégration européenne de la politique nationale, la légitimité de l'UE devient plus faible et appelle à plus de démocratie plus forte, et l'espace est laissé ouvert pour l'émergence de partis populistes. L'inverse est également possible, comme en Italie, en Grèce et en Hongrie, où peut-être une réaction technocratique suivie par des demandes de «ordolibéralisme» peut se traduire par le populisme et même l'extrémisme. Par conséquent, la dialectique est plutôt renforcent mutuellement.

Il y a une tendance chez les politologues et analystes de l'intégration européenne à croire que l'UE elle-même est responsable de la crise de la démocratie au niveau national. Ils affirment que la prise de décision transnational affaiblit le fonctionnement des institutions démocratiques au niveau État-nation et, en même temps, ne conduit pas à la démocratisation automatique au niveau transnational / européen. Il ya un élément indéniable de vérité dans cette observation. Mais sans doute que nous devons creuser plus profondément si nous voulons trouver le cœur du problème et se rappeler où les racines mêmes de la création de souches de gouvernance multinationale de. Jean Monnet a souligné que les démocraties européennes ont encore à inventer et à mettre en place un nouveau type de pouvoir politique sans précédent. Il appartient à la capacité (ou à l'heure actuelle plutôt le manque de capacité) des démocraties européennes pour construire ce nouveau pouvoir politique qui est en cause.

Évidemment, pour créer et mettre en œuvre des décisions efficaces de décision à plusieurs niveaux et la gouvernance n'est pas une tâche facile, surtout dans des circonstances de crise, les mesures d'austérité et l'érosion de la confiance du public dans les institutions politiques. C'est une tâche qui exige temps et des efforts sérieux et concertés, accompagné de courage politique, et peut-être même juste bonne chance, pour les parties prenantes de saisir le bon moment pour prendre des mesures correctives. Retomber à l'État-nation (ou «étatiste») paradigme ne va certainement pas aider à trouver les bonnes méthodes pour un tel projet sans précédent, mais il pourrait aider indirectement en mettant en évidence les limites de l'État-nation dans un monde globalisé de façon irréversible et donc ouvrir la chemin pour les nouveaux joueurs, des méthodes et des perspectives.

*La Politique de l'impossible peut devenir la politique du possible?*

Auparavant, l'État souverain était à ses sujets une cage de fer où ils pouvaient communiquer légalement avec le monde extérieur que par des barres étroites. Sous la pression des nécessités de la vie, ces barres ont progressivement assoupli. La cage est en train de vaciller. Il finira par tomber en morceaux. Les hommes seront alors en mesure de communiquer au-delà des frontières de leurs pays respectifs librement et sans aucune entrave. (Politis: 1927, Cassese: 2005, p.39).

Il est largement reconnu par la littérature récente en sciences sociales et politiques que dans l'ère actuelle de la mondialisation nous sommes confrontés à « une forte croissance des problèmes transfrontaliers » (Tinnevelt, De Schutter 2011: 1). Bien déterritorialisation n'est pas du tout un phénomène nouveau, son intensité a atteint un seuil critique aujourd'hui. Il est indéniable que notre existence sociale ne se réduit pas à des unités territorialement délimitées appelées des États-nations. Jan Aart Scholte Comme l'a observé l'espace social et politique « n'est plus tout à fait emballé en termes de lieux territoriales, les distances territoriale et les frontières territoriales » (Scholte 1999: 3).

Cette tendance forte et irréversible pose des questions graves et inévitables tant pour la pratique et la théorie de la démocratie. En sortant de la cage de fer de l'État-nation, il n'y a pas de réponse claire à des questions comme: qui est responsable devant qui? Où sont les limites de la démocratie? Ou, peut-on imaginer la démocratie sans frontières?

Selon un argument puissant faite par ceux qui croient que nous devons reconsidérer les hypothèses de base de la théorie de la démocratie conventionnelle et par conséquent le cadre et les rayons actio de la démocratie, « États-nations ne sont plus capables (...) pour garantir la réalisation réussie de leurs principes de base de la justice et la démocratie ». (Tinnevelt, Schutter 2010: 4)

En conséquence, les citoyens exposés doivent payer pour les décisions unilatérales des « acteurs souverains ». Pour surmonter le déficit démocratique de l'État-nation paradigme, la démocratie doit être élargi et mis en place sur le, ainsi que le niveau global transnational et régional. Comme les théoriciens et militants démocratie mondiale et transnationales affirment « quiconque est touché par une décision publique doit être inclus dans le processus démocratique qui prend la décision » (Tinnevelt, Schutter 2010: 2). Ce principe pose encore de nouvelles questions sur une transnational, circonscription global: qui sont « nous »? qui est capable de définir qui est touché? Quel genre d'identité commune soutient la démocratie mondiale / transnational? Les citoyens de toutes sortes de démocraties doivent partager une identité commune, en d'autres termes, est-il vrai qu'une identité unique est la condition sine qua non de l'autodétermination démocratique? la démocratie peut contourner le rapport d'initié. étranger, ami contre hypothèse d'un ennemi? En d'autres termes, la démocratie peut devenir non-exclusive ?

Comme Chantal Mouffe a demandé il ya longtemps "Pourquoi chaque définition du « nous » impliquent la délimitation d'une « frontière » et la désignation de « eux »?" (Mouffe 1993, 84). Nous ne trouverons pas de réponses claires à ces profonds, anciens et nouveaux, des questions rapidement ou facilement. La plupart des versions mixtes susceptibles de différentes formes, des cadres et des contenus pour la démocratie apparaîtront à l'échelle transnationale et mondiale. Le processus d'hybridation a déjà commencé dans la gouvernance mondiale (Jensen 2009), mais cela ne signifie pas que nous ne pouvons prédire quelle forme d'institutions efficaces et des mécanismes de gouvernance mondiale ne prendre.

La crise actuelle ne peut être surmontée par un retour aux mêmes principes de l'idéologie du marché libre et des mesures d'austérité. Les coûts sociaux serait trop grand et il n'est pas logique d'essayer de réformer un système à travers les mêmes structures et modes de pensée qui ont créé les problèmes et le chaos en premier lieu. Un chemin ou une approche pour mieux correspondre à la mondialisation économique et financière avec la mondialisation politique efficace pourrait consister à accroître la coopération politique mondiale en construisant des moyens de faciliter l'inclusion des préoccupations des citoyens (et pas seulement les élites) dans le dialogue et les processus politique et économique.

Ce qu'on peut dire avec une certaine certitude aujourd'hui est que, afin de façonner un nouvel ordre mondial démocratique, sans politique d'exclusion, les parties divisées de la démocratie, c'est la dignité humaine et des droits humains, d'une part, le bien-être, « bonne vie » et la démocratie économique d'autre part, doivent être reconnectés. Bien que la démocratie aujourd'hui semble être perdu dans les labyrinthes de transformations entrelacées, en même temps, il gagne une nouvelle force et se réinventer de manières inattendues et peu orthodoxe. Cela signifie que ce n'est pas la démocratie en soi ou certainement pas l'idée de la démocratie qui est perdu dans la transformation, mais toutes ces formes, les procédures, les structures de pouvoir et des règlements financiers et politiques qui se sont avérées incapables fournir des biens publics locaux, régionaux et mondiaux dans un monde de plus en plus interdépendant et interconnecté. La prise de conscience croissante de l'existence de facto des biens publics transnationaux, régional et mondial et la



nécessité de les préoccupations des citoyens sans frontières peut agréger en un instant inattendu de facto cosmopolite élan.

Au cours des dernières décennies 1989, les acteurs riches en ressources (institutions gardiennes, l'UE, les philanthropes mondiaux, entre autres) ont de plus en plus favorisé la notion de société civile, en adoptant sa langue et compromettant ses aspirations avec leur pouvoir particulier ou des intérêts de profit. Cet interventionnisme conceptuel a donné des résultats mitigés. Il est en partie responsable de la diffusion mondiale de la notion de société civile et le vaste débat à ce sujet aujourd'hui. Ces interventions théoriques sont similaires à d'autres formes d'interventions militaires, diplomatiques ou économiques qui ont modifié les constellations socio-politiques dans lesquels ils interviennent sans être en mesure de prédire ou de contrôler leurs conséquences. L'écart croissant entre les paroles et les actes, entre la langue de la société civile utilisée par les représentants de la marine marchande et le prince, d'une part, et le citoyen, une véritable société civile de l'auto-organisation des citoyens, de l'autre, s'est avéré être un créatif confrontation. Il est l'expression du rôle croissant de la société civile dans le règlement des questions mondiales.

Le caractère pluraliste et la fragmentation croissante et la fragilité des sociétés modernes exigent le plus la cristallisation de nouvelles formes de l'imaginaire social qui est auto-réflexive et en même temps l'auto-limitation (Miszlivetz, Jensen 2005). Surtout, il a besoin de voir toutes les formes de la démocratie institutionnalisée comme par nature transitoire. Ces formulaires doivent toujours être ouvertes à la transformation dans l'avenir. Cette approche souligne radicalement au-delà de la manière dont la démocratie est interprété aujourd'hui, qui est essentiellement élitiste et réduit essentiellement à des questions de la primauté du droit et de la légalité dans les limites des politiques de moins en moins efficaces fragments appelés États nationaux souverains. Il est basé sur l'hypothèse que la légalité formelle et la stabilité de procédure ne peut plus constituer régimes démocratiques durables au 21<sup>e</sup> siècle.

La plupart des théories de la démocratie et des théoriciens s'accordent à dire que l'une des grandes caractéristiques et primordiale de la démocratie est sa capacité à renouveler et même plus à se réinventer. Cette auto-réinvention n'est pas facile ou automatique dans le contexte des perplexités et les complexités de la profonde transformation actuelle et les attentes divergentes et les aspirations des joueurs décisifs. Il ne reste rien de l'arsenal des institutions économiques, juridiques et sociales post-Seconde Guerre mondiale qui est incontrovertable. États-nations, les institutions régionales supranationales, comme l'Union européenne, les institutions gardiennes internationales telles que le FMI, la Banque mondiale ou la Banque centrale européenne, sans parler des puissants et irresponsables empires médiatiques, semblent être en plein désarroi et sont de plus en plus incapable de convaincre le plus attentif publique mondiale, éclairé et en réseau sur leur capacité à gérer, résoudre et contrôler l'évolution rapide des réalités. Alors que la crise mondiale se déroule, il est de moins en moins possible pour ces joueurs officiellement incontestables et formidable pour cacher leurs faiblesses perte de légitimité. La confiance du public est aujourd'hui à son plus bas niveau en ce qui concerne les institutions économiques, politiques et juridiques, que ce soit au niveau national, régional ou mondial. Les marchés et les institutions juridico-politiques démocratiques sont faites par des êtres humains et sont le reflet des besoins, les attentes et la confiance publiques et individuelles. Si ce consensus et le respect qui légitime leur existence et le fonctionnement complexe est sérieusement érodés, ils deviennent disfonctionnel, redondant et tôt ou tard se désintégrer. Sauf pour certains États-nations, la plupart de ces joueurs ont été créées après la Seconde Guerre mondiale que les garanties économiques, politiques, juridiques et institutionnels de la démocratie et même un ordre mondial démocratique. Ces partiellement imaginaires, des garanties en partie réels ont sérieusement érodé et évaporée aujourd'hui. Nous sommes arrivés à un stade où nous avons besoin d'une nouvelle, inclusive et décisive débat sur les différentes interprétations possibles, les significations et les institutions de la démocratie à tous les niveaux possibles. Le processus de délibération et de redéfinition sera ni rapide ni sans conflits. L'harmonisation des règlements et des intérêts sur les niveaux mondial, régional et local est plutôt un slogan politiquement correct que de la réalité d'aujourd'hui.

Le «quatrième vague» de démocratisation qui a commencé avec les révolutions dans le monde arabe a entraîné un changement majeur d'orientation dans l'intérêt et l'action. La démocratie a reçu une dynamique irréversible mondiale, initié et conduit par des acteurs inattendus qui étaient presque complètement hors de la portée des débats sur la démocratie et le discours dominé par la politique, des médias et d'autres institutions de l'Occident. Depuis de nombreuses démocraties occidentales sont devenues ou deviennent «aucun démocraties de choix» et de perdre ainsi leur légitimité, la démocratie est sorti de ses gonds dans le monde occidental, en attendant, l'idée de la démocratie, l'esprit de liberté et de dignité, est rapidement et répandre de façon inattendue dans régions «impossibles». Ce tronçon global des limites de démocratisations possible non seulement d'annonce la fin d'une série de préjugés occidentaux et conceptualisations racistes telles que le «choc des civilisations». Elle exige également de nouvelles méthodes et approches de dialogue et d'analyse. Dans un sens conventionnel, suivant le paradigme centré sur l'État classique, il serait peut-être vrai que la

démocratie supposera congruence entre l'État, le peuple et le territoire. Mais face aux réalités du 21<sup>e</sup> siècle, tels que l'augmentation formidable de la migration, les flux de capitaux financiers mondiaux incontrôlables, l'irresponsabilité des institutions gardiennes nationales et internationales, nous devons trouver de nouvelles configurations pour faire correspondre les attentes de plus en plus de-territorialisées et croissantes publiques mondiales. Ce pourrait être le moment historique où le cosmopolitisme devient pratique quotidienne, en passant de son statut comme une utopie de penseurs pieux, intellectuels visionnaires et des groupes marginalisés, à une solution viable de facto l'option pour les prochaines générations qui réclament des droits dans un espace public mondial.

La tension croissante entre le «horizon des possibles», le «horizon de nécessité» et le «horizon souhaitable» pourrait donner naissance à de nouvelles approches de la réalité et de nouveaux agents inattendus («impossible») du changement politique. Ces nouveaux acteurs - qu'ils soient transfrontaliers des réseaux d'initiatives civiles, les professionnels concernés, des journalistes d'investigation indépendants, occupent! militants ou des mouvements de défense des droits de l'homme et les organisations étudiantes d'exploitation via les médias sociaux associés à des manifestations de rue, les conglomérats des villes et des universités ou des personnes identifiées comme «créatifs culturels» - en alliance et de collaboration les uns avec les autres pourraient pousser plus loin les limites du possible. Ils ont déjà traversé les frontières politiques et idéologiques obsolètes aussi que les limites des États-nations souverains et ils peuvent avoir le potentiel de transformer la «politique de l'impossible» dans une nouvelle politique du possible.

Traduite par: Judit Varga

### Bibliographie

- Archibugi, Daniele, Guido Montani, eds. (2011). *European Democracy and Cosmopolitan Democracy*. The Ventotene Papers, The Altiero Spinelli Institute for Federalist Studies. Pavia, Italy.
- Beck, Ulrich (2006). *Cosmopolitan Vision*. Cambridge: Polity Press.
- Blokker, Paul (2009). "Democracy Through the Lenses of 1989: Liberal Triumph or Radical Turn?" *International Journal of Politics, Culture and Society* 22 (2): 273-290.
- Byrne, Janet, ed. (2012). *The Occupy Handbook*. New York, Boston, London: Back Bay Books, Little, Brown and Company.
- Cassese, Antonio (2005). *International Law*. Cambridge: Oxford University Press.
- Diamond, Larry (2008). *The Spirit of Democracy*, New York: Holt.
- Diamond, Larry (2010). "Why Are There No Arab Democracies?" *Journal of Democracy* 21 (1): 93-105.
- Falk, Richard (2012). "Can We Overcome the Global Crisis: Obstacles, Options and Opportunities". Unpublished manuscript.
- Frank, André Gunder (1980). *Crisis: in the World Economy*. London: Heinemann.
- Gilbert, Jeremy (2009). "Postmodernity and the Crisis of Democracy." *Open Democracy* (28 May).
- Holton, Robert (2012). "Culture, Politics, and the Global Financial Crisis," *The European Financial Review* (20 October). <http://www.europeanfinancialreview.com/?s=Holton+2010>.
- Hurrell, A. (1995). "International Political Theory and the Global Environment." In Booth, Ken and Steve Smith, eds. *International Relations Theory*. Cambridge: Polity, pp. 129-153.
- Jensen, Jody (2006). "The Social Costs of a Lumpen Political Class." *Találjuk-ki Középeuropa [Reinventing Central Europe]*, [www.talaljuk-ki.hu](http://www.talaljuk-ki.hu).
- Jensen, Jody (2009). *Whose Rules? Globalizing Governance in a Multistakeholder World*. Saarbrücken: Lambert Academic Publishing.
- Kaldor, Mary, Held, David Quah, Danny (2010). "The Hydra-Headed Crisis", *Global Policy Journal*, 28 February, [www.globalpolicyjournal.com/articles/global-governance/hydra-headed-crisis](http://www.globalpolicyjournal.com/articles/global-governance/hydra-headed-crisis) (accessed 12 April 2010).
- Konrad, György (1984). *Antipolitics: An Essay*. London: Quartet.
- Miszlivetz, Ferenc, Jody Jensen (2005). *The Languages of Civil Society – Europe and Beyond*. EUI Working Paper. Badia Fiesole: European University Institute (May).
- Miszlivetz, Ferenc (2010) " 'We are in a Situation of Relative Free Will,' Interview with Immanuel Wallerstein," *Society and Economy* 32.
- Miszlivetz, Ferenc (2012) The Multiple Crisis of Europe. In: Léonce Bekemans (ed.) A Value-Driven European Future. Peter Lang, pp159-181.
- Mouffe, Chantal (1993). *The Return of the Political*. London, New York: Verso.
- Nerfin, Marc (1987). "Neither Prince, nor Merchant: Citizen – An Introduction to the Third System." *Development Dialogue*, No. 1, pp. 170-195.

Offe, Claus, Jeremy Gaines (1996). *The Varieties of Transition: The East European and East German Experience*. Cambridge: Polity Press.

Posner, Richard A. (2010) *The Crisis of Capitalist Democracy*. Harvard University Press. Cambridge: Harvard University Press.

Preuss, Ulrich (2001). "The Rulemaking and Policy Actors in the Transition and the Issue of the Strategy of Transformation," *Studies in East European Thought* 53, pp. 183-195.

Reich, Robert (2008). *Supercapitalism: The Transformation of Business, Democracy and Everyday Life*. New York :Knopf.

Sassen, Saskia (2006). "Denationalized States and Global Assemblages." *Eurozine* (11 November). <http://www.eurozine.com/articles/2006-11-20-sassen-en.html>.

Schmitter, Philippe C. (2011). "The Future of Real-Existing Democracies." *Society and Economy* 33 (2), pp. 399-428.

Scholte, Jan Aart (1999). *Global Civil Society: Changing the World?* Centre for the Study of Globalisation and Regionalisation, Working Paper No. 31. Coventry: University of Warwick.

Stiglitz, Joseph (2010). *The Stiglitz Report. Reforming the International Monetary and Financial Systems in the Wake of the Global Crisis*. New York: The New Press.

Szentes, Tamás (2009). *Ki, mi, és miért van válságban?* [ *Qui, Quoi et pourquoi est-elle en crise?* ]. Budapest: Napvilág Kiadó, CRITICA.

Tinnevelt, Ronald and De Schutter, Helder (2010), eds. *Global Democracy and Exclusion*. Chichester: Wiley-Blackwell.

Touraine, Alain (2010). *Strong Democracy to Cope with Economic Crisis*. Speech delivered at the Parliamentary Assembly of the Council of Europe (21 June).

Wallerstein, Immanuel (2000). "Globalization or the Age of Transition? – A Long Term View of the Trajectory of the World System," *International Sociology*, Vol. 15, No. 2, pp. 251-267.

World Economic Forum (2013). *Global Risks 2013*. <http://reports.weforum.org/global-risks-2013>.

\* La version préliminaire de ce document a été publiée dans la revue politique *Il Politico*, Décembre 2012.

© 2013 DKE

<http://www.southeast-europe.org>

Contact: [dke@southeast-europe.org](mailto:dke@southeast-europe.org)

Remarque: des chercheurs respectés , si vous faites une référence à cet article ou un devis partie de celui-ci, s'il vous plaît envoyez-nous un email à [DKE @southeast-europe.org](mailto:DKE@southeast-europe.org) pour nous le savons. *Veillez citer l'article comme suit:*

Ferenc Mészlivetz et Jody Jensen: Les défis de la démocratie aux niveaux national, européen et mondial: en avant à la cosmopolite? (*Traduite par: Judit Varga*) *International Relations Quarterly*, Vol. 4. No.2. (Été 2013) 10 p.

Je vous remercie pour votre aimable collaboration. *Rédacteur en chef*